



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE UN



MAY 6 1982

Distr.
GENERALE
S/15045
5 mai 1982
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

TELEGRAMME DATE DU 4 MAI 1982, ADRESSE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE COLOMBIE

Le Gouvernement colombien a pris note de la décision que vous avez prise d'offrir votre médiation dans le conflit absurde entre l'Argentine et le Royaume-Uni qui a déjà conduit ces deux pays à un affrontement militaire et a entraîné la perte de vies innocentes. En vous offrant son plein appui dans les démarches pacificatrices que vous avez entreprises, la Colombie est convaincue que le Royaume-Uni et l'Argentine mettront tout en oeuvre pour trouver une solution pacifique au différend qui a suscité une très vive inquiétude justifiée à l'échelon international.

Nous soulignons pour notre part que la paix peut plus facilement être instaurée par le biais du dialogue que par celui d'une guerre meurtrière. Il est également indispensable de préserver l'unité continentale pour ce qui a trait aux principes fondamentaux du système, au nombre desquels figure en particulier celui de la non-intervention, qui est assurément très différent de celui de l'action collective consacré par le droit positif interaméricain.

C'est avec la même sérénité et avec le même sentiment de responsabilité qui nous ont amenés à nous abstenir lors du vote sur la convocation de l'Organe de consultation, lequel n'a en définitive pris aucune des décisions prévues dans le Traité interaméricain d'assistance réciproque, et c'est avec la même fermeté qui a caractérisé notre condamnation de la prise des îles Malvinas par les forces armées argentines, que nous dénonçons l'attaque dont le croiseur argentin General Belgrano a fait l'objet en dehors de la zone interdite.

La Colombie se permet de suggérer aux parties, par votre intermédiaire, que le Conseil de sécurité, organe pleinement compétent pour agir dans cette affaire, soit immédiatement convoqué afin, pour le moins, d'ordonner la cessation des hostilités nécessaire pour éviter une aggravation de la tragédie qui se déroule actuellement dans l'Atlantique sud.

Le Président de la République de
Colombie

Julio Cesar TURBAY AYALA